

FRONT D'UNION POUR LA DEMOCRATIE ET LE PROGRES (FDP)
DECLARATION N°12 – GUINEE 2013 : L'ETAT DES LIEUX

La Guinée serait-elle le pays des occasions manquées ?

Après avoir été le premier territoire indépendant de l'Empire colonial français en Afrique noire le 2 octobre 1958, notre pays naturellement doté d'énormes potentialités économiques, était promis à un brillant avenir. Malheureusement, sous la férule du Parti-Etat du PDG, notre peuple a enduré l'une des dictatures les plus sanguinaires du monde moderne. Aucune des promesses de bien être, de liberté, de cohésion sociale, dans une nation nouvelle, n'ont été tenues. Après le coup d'Etat du 3 avril 1984 et la chute de la dictature, tous les espoirs étaient permis. Mais là aussi, la fête a été de courte durée. Un libéralisme sauvage a remplacé le capitalisme d'Etat totalitaire de la Première République. Une «démocratie sans alternance» a remplacé le parti unique. La violence politique a continué à faire des centaines de morts, des jeunes pour la plupart, notamment lors des manifestations populaires du 22 janvier 2007. A la disparition du Général Lansana Conté en 2008, cinquante ans après l'indépendance, la Guinée, devenue un narco-Etat, figurait parmi les pays les plus pauvres et les plus corrompus d'Afrique et de toute la planète, avec une population qui croupit dans la misère, les maladies et l'avenir bouché.

Malgré la tenue d'élections chaotiques sur fond de violences et de fortes tensions communautaires, de nouveau, l'espoir était permis. En approfondissant la démocratie et en ressoudant le tissu communautaire sérieusement mis à mal, le nouveau pouvoir civil élu, soutenu par toute la communauté africaine et internationale, était en mesure de relever les innombrables défis auxquels faisait face le pays pour retrouver enfin le chemin de l'unité et du progrès économique et social, au bénéfice de ses populations meurtries. Plus de deux ans après l'accession au pouvoir de la coalition RPG-Arc en ciel, en l'absence de tout débat national sérieux sur le bilan du nouveau pouvoir, l'opposition guinéenne a le devoir de présenter un tableau objectif de la situation de la République et de tracer des perspectives claires pour sortir de cette crise qui n'a que trop duré.

1. Situation politique et institutionnelle

Deux après l'élection présidentielle de 2010 censée ouvrir la voie à la clôture de la transition en complétant la mise en place des institutions démocratiques, l'impasse politique est totale. Les élections législatives prévues six mois au plus tard après l'installation du président élu, sont toujours à l'état de projet. Le pouvoir muré dans une logique de rétablissement à tout prix du Parti-Etat, refuse la tenue d'un dialogue politique sincère pour sortir du blocage et clôturer correctement la transition. Il se complait dans cette situation de vide institutionnel lui permettant d'agir à sa guise, sans aucun contrôle. Les libertés

chèrement conquises auparavant, sont continuellement menacées de confiscation. Les médias d'Etat ne fonctionnent pas comme un service public, mais plutôt comme des instruments de mise en place d'un système totalitaire liberticide. La constitution est couramment violée, parfois par « consensus » entre les acteurs politiques. La justice est toujours aux ordres du pouvoir exécutif. L'Etat de droit au service du développement et de l'harmonie sociale reste un mirage.

Une CENI «recomposée» mais assise sur les mêmes bases que l'ancienne, se retrouve aujourd'hui avec pratiquement les mêmes problèmes qui ont fait échouer cette dernière: manque de confiance entre les acteurs, clanisme, attitudes partisans exacerbées, mépris de l'intérêt général, etc. Rien ne permet à ce jour de dire si cette nouvelle CENI sera en mesure de mener le pays à des élections libres, équitables et apaisées. Mais il devient chaque jour un peu plus évident que seule une CENI non politique, composée de personnalités indépendantes et respectées, peut réunir le consensus indispensable à la tenue de ces élections.

2. Situation économique

Les frémissements observés au début de l'année 2011 ne se sont pas transformés en une dynamique de reprise durable de l'économie. La plupart des investisseurs qui s'étaient intéressés à notre pays et à ses énormes potentialités après l'arrivée d'un civil à sa tête, ont plié bagages. L'environnement juridique instable et foncièrement corrompu, le vide institutionnel, l'absence de véritable politique de relance et d'innombrables handicaps, nourrissent un climat mortel pour les entreprises. Les conséquences ont été la fermeture ou la mise en sommeil en série d'entreprises de toutes tailles et de leurs sous-traitants, gros pourvoyeurs d'emplois, tous perdus désormais. Plus grave, des entreprises publiques comme SOTELGUI sont arrêtées à cause de l'attitude de la tutelle qui a tenu à imposer des militants de l'Arc en ciel à sa tête, même lorsque ceux-ci n'ont pas les compétences requises. L'usine d'alumine RUSSAL de Fria, fleuron de l'industrie minière guinéenne, est à l'arrêt depuis plus de 10 mois, entraînant la mort lente pour une préfecture entière de plus de trois cent mille âmes. Des accointances suspectes ont été dénoncées entre le partenaire russe et les autorités, rendant difficile la recherche d'une solution équitable qui préserve les intérêts de la Guinée et les travailleurs de Fria. La fourniture d'électricité et d'eau potable n'est toujours pas assurée à la population et aux agents économiques, malgré les promesses répétées des autorités. Le réseau routier dans son ensemble est tellement dégradé que de simples réfections ne peuvent plus suffire à le rendre tant soit peu praticable. L'économie guinéenne est au plus bas. La monnaie est enfin stabilisée, mais une sévère déflation et une crise de liquidités sévissent pendant que les prix des produits de première nécessité continuent de grimper, rendant l'existence intenable à des millions de Guinéens. L'Etat et

ses démembrements sont pratiquement les seuls pourvoyeurs d'emplois, dans un contexte de népotisme systématique et d'exclusion, au profit des soutiens du parti au pouvoir. Plus grave, celui-ci s'est mis en devoir d'imposer ses partisans, même dans les sociétés privées – les mines notamment – créant de dangereuses tensions communautaires qui ont mené aux explosions de violence notamment à Zogota et dans d'autres zones. Le gouvernement se targue d'avoir créé en deux ans 42000 emplois. Non seulement ces emplois sont précaires pour la plupart, mais ils n'ont bénéficié ben grande partie qu'à des membres et sympathisants du parti au pouvoir. Plus grave, la somme d'emplois détruits à cause des fermetures d'entreprises surpasse largement les emplois revendiqués par le pouvoir.

Les conséquences sociales de cette débâcle économique sont terribles pour la population. La mortalité est effroyable. La faim et la malnutrition, les mauvaises conditions d'existence, les maladies sans soins, réduisent tous les jours l'espérance de vie des Guinéens parmi la plus faible au monde. Chacun de nous sait combien de fois par semaine il accompagne un proche à sa dernière demeure. Dans ce contexte, les épidémies font d'énormes ravages. Le choléra a sévi de longs mois en Guinée en 2012, faisant des milliers de victimes. N'aurait-ce été l'intervention de l'ONG Médecins sans Frontières les dégâts auraient été beaucoup plus graves. Les autorités sanitaires quant à elle n'ont rien trouvé de mieux que de chercher à minimiser les chiffres de victimes.

Les forces de sécurité sont un autre problème pour la Guinée. La réforme de ce secteur entamée depuis 2010 est considérée à juste titre comme une des priorités pour le redressement du pays. La propagande officielle nous dit sans cesse que cette réforme est sur la voie du succès. Mais à y regarder de près, mis à part le retour des militaires dans les casernes, qu'est ce qui a été obtenu ? Peu de choses en réalité. La seule certitude que nous avons jusqu'à présent, est la fidélité des forces de sécurité au pouvoir civil. Pour le reste, les comportements négatifs, les traditions de non-respect des droits humains, l'usage disproportionné de la force contre des civils, n'ont pas varié. Nous avons vu comment la troupe s'est comportée à Zogota et ailleurs en commettant des actes qui relèvent des crimes contre l'humanité. Pire, le mode de recrutement, de formation et de promotion dans les forces armées, nous prépare tranquillement la mise en place d'une armée de type togolais, c'est-à-dire réservée aux seuls originaires de la même région que le président. A l'occasion de la crise malienne, nous avons eu un aperçu des capacités combattives de cette armée : nous ne pouvons envoyer que 120 soldats quand les autres en déploient 500, pour protéger nos populations des terroristes et autres narco-jihadistes. Pendant ce temps, l'insécurité est grandissante. Partout dans le pays, les citoyens ne se sentent pas en sécurité. Des bandes de coupeurs de routes sévissent en permanence, obligeant les véhicules à ne circuler que de jour et en convoi.

La paix sociale est partout menacée par les agissements des agents du pouvoir qui, en violation de la loi, excitent des communautés contre d'autres avec lesquelles elles vivaient en paix. Le ministre de la pêche, Moussa Condé, dans une de ses sorties a ouvertement fait l'apologie de la dictature la plus crasse sans avoir été désavoué par sa hiérarchie. Son cas est intéressant à souligner: il occupe une fonction qui le met en conflit d'intérêt ouvert avec l'Etat. Du fait du pillage effréné de nos richesses halieutiques et des activités criminelles qui portent préjudice aux moyens de subsistance de nos pêcheurs, l'Union Européenne a décerné un avertissement à la Guinée, citée avec 6 autres pays dans le monde.

Pour redresser la Guinée et la sortir de la régression économique et de la décadence qui est son lot depuis l'indépendance, la question cruciale de l'éthique gouvernementale ou plus vulgairement de la « gouvernance » doit être résolue. En effet, nous sommes installés depuis des décennies dans un système prédateur et corrompu dans lequel les gouvernants à tous les niveaux ne respectent pas le bien public et l'intérêt général. Il est presque généralement admis chez nous que s'enrichir frauduleusement est une bénédiction. C'est ce qui avait fait dire à notre premier Président de l'UFD, le regretté Alpha Ibrahima Sow que dans notre pays, l'honnêteté était devenue un délit ! C'est sur ce chapitre fondamental que le nouveau président était le plus attendu. Et de ce côté, les slogans et les proclamations n'ont pas manqué. Promesse avait été faite de mettre fin à l'impunité et de bâtir une nouvelle morale de respect de la chose publique. Mais qu'est ce que nous observons ? Toutes les anciennes pratiques bien ancrées de détournement et de corruption sont plus que jamais là, intactes. Ce sont les acteurs qui ont un peu changé, encore que les tenants de l'ancien pouvoir ont habilement réussi à prendre à temps le nouveau train en partance. Les fameux marchés de gré à gré ont continué en violation des règles d'engagement de la dépense publique. De nouveaux « entrepreneurs » bien en cour ont remplacé ceux liés aux anciennes équipes évincées. Les clans-vautours autour de la famille présidentielle sont bien là, dans l'ombre et agissent comme s'ils étaient élus. L'administration est toujours aussi pléthorique et très mal payée. Tous les contrôles et autres recensements biométriques laissent le système des fonctionnaires fictifs et des « doublons » intacts. De nombreux emprunts et autres opérations financières opaques sont réalisés par le pouvoir. La destination des fonds restent des secrets d'Etat. Des contrats portant sur la cession du domaine national (domaines agricoles, terrains à bâtir, zone de pêche, etc.) sont conclus à des sociétés étrangères en toute illégalité. Faute de Cour des comptes, il n'y a aucun contrôle sur la gestion des finances publiques. Plus graves, les serviteurs de l'Etat qui commettent l'erreur de croire aux consignes officielles de rigueur dans la gestion de la chose publique et qui appliquent ces consignes, sont neutralisés, soit par limogeage, soit par assassinat pure et simple : Mamadou Alpha Diallo, Sader Diallo, André Colle, Aissatou Boiro sont quelques uns des martyrs qui ont payé de leur vie le fait d'avoir voulu faire honnêtement leur travail. A ce

jour, aucun de ces assassinats n'a été élucidé, et pour cause, c'est un travail du crime organisé commis par des mafias solidement retranchées dans le système. Il est lamentable et même révoltant de voir comment la police guinéenne, incapable d'enquêter et de dire la vérité, tente maladroitement de maquiller ces crimes odieux en banale affaire de droit commun, osant même parler de balles perdues, pourtant tirées à bout portant.

Pour résumer on peut dire que le pouvoir de l'Arc en ciel, contrairement à ses slogans, n'est pas entrain de changer ou de redresser la Guinée. Il n'a guéri et n'est en voie de guérir aucun des maux qui ont plombé notre pays depuis 50 ans. Tout indique que pour le gouvernement de l'Arc en ciel, seule importe la garantie de sa pérennité au pouvoir ; peu importe le coût de sa politique pour la population. Pour un agent de l'Etat, la seule chose qui est attendu de lui est non pas de réussir sa mission au service du pays, mais surtout de consolider le pouvoir en place ; les « soutiens indéfectibles » du pouvoir peuvent agir à leur guise et commettre tous les forfaits, l'impunité est assurée. Depuis qu'on parle d'audits, la justice n'a pas encore condamné un seul coupable. L'affaire du vrai-faux virement de 13 milliards n'a toujours pas connu d'épilogue. On a vu comment la justice s'empresse de clôturer les affaires dans lesquelles du gros poisson est impliqué. Dans ces conditions, tout effort de développement est vain. Dans ces conditions, même si les conglomerats miniers investissent des centaines de milliards de dollars en Guinée, l'impact pour les populations guinéennes sera nul ou en tout cas très faible. Seul le nombre dirigeants du système, qui pourront être milliardaires en devises augmentera, comme dans d'autres pays africains, à l'instar de l'Angola, de la RDC, etc.

Nous devons tous avoir conscience que la Guinée ne peut pas être redressée dans la désunion, l'instabilité, la dictature, l'exclusion. Dans le cours de l'histoire de notre pays, tout se passe comme si chaque nouveau pouvoir n'est que la synthèse des pires maux des pouvoirs précédents, sans en avoir conservé aucun des points positifs. Il est temps que cela change et que nous rompions enfin avec cette continuité dans la décadence. Il est indispensable de bâtir un large consensus, comme en 1958, pour que tous ensemble nous travaillions durement à panser les innombrables plaies que traîne notre pays depuis des décennies et qui sont un obstacle à l'édification d'un pays démocratique et prospère. Nous lançons un appel solennel à toutes les sensibilités de l'opposition et toutes les Guinéennes et les Guinéens préoccupés par le cours actuel des événements pour rassembler, en vue de faire respecter les lois de la république et de sauver le pays du naufrage.

Conakry, le 26 Janvier 2013

Pour le FDP, le Coordinateur

Mamadou BAH Baadiko